

EXPOSÉ DES DISPOSITIONS PÉNALES CONCERNANT LES DÉLITS CONTRE LES MOEURS DANS DIVERS PAYS

Published @ 2017 Trieste Publishing Pty Ltd

ISBN 9780649772322

Exposé des Dispositions Pénales Concernant les Délit Contre les Moeurs Dans Divers Pays by
And. Færden

Except for use in any review, the reproduction or utilisation of this work in whole or in part in any form by any electronic, mechanical or other means, now known or hereafter invented, including xerography, photocopying and recording, or in any information storage or retrieval system, is forbidden without the permission of the publisher, Trieste Publishing Pty Ltd, PO Box 1576 Collingwood, Victoria 3066 Australia.

All rights reserved.

Edited by Trieste Publishing Pty Ltd.
Cover @ 2017

This book is sold subject to the condition that it shall not, by way of trade or otherwise, be lent, re-sold, hired out, or otherwise circulated without the publisher's prior consent in any form or binding or cover other than that in which it is published and without a similar condition including this condition being imposed on the subsequent purchaser.

www.triestepublishing.com

AND. FÆRDEN

**EXPOSÉ DES DISPOSITIONS
PÉNALES CONCERNANT
LES DÉLITS CONTRE LES
MOEURS DANS DIVERS PAYS**

Au directeur de la Rivista penale
M. L. Lucchini

Hommage sympathique de l'auteur

CH. TX

EXPOSÉ

DES

DISPOSITIONS PÉNALES CONCERNANT LES



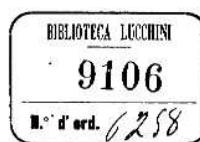
DÉLITS CONTRE LES MŒURS



DANS DIVERS PAYS

PAR

AND. FÆRDEN
AVOCAT



CHRISTIANIA

TYPOGRAPHIE DE JOHANNES BJØRNSTAD

1891

Cet exposé est fait à la de-
mande de la société pour le progrès
de la moralité de Christiania
Tous droits sont réservés.

DEC 20 1930

Introduction.

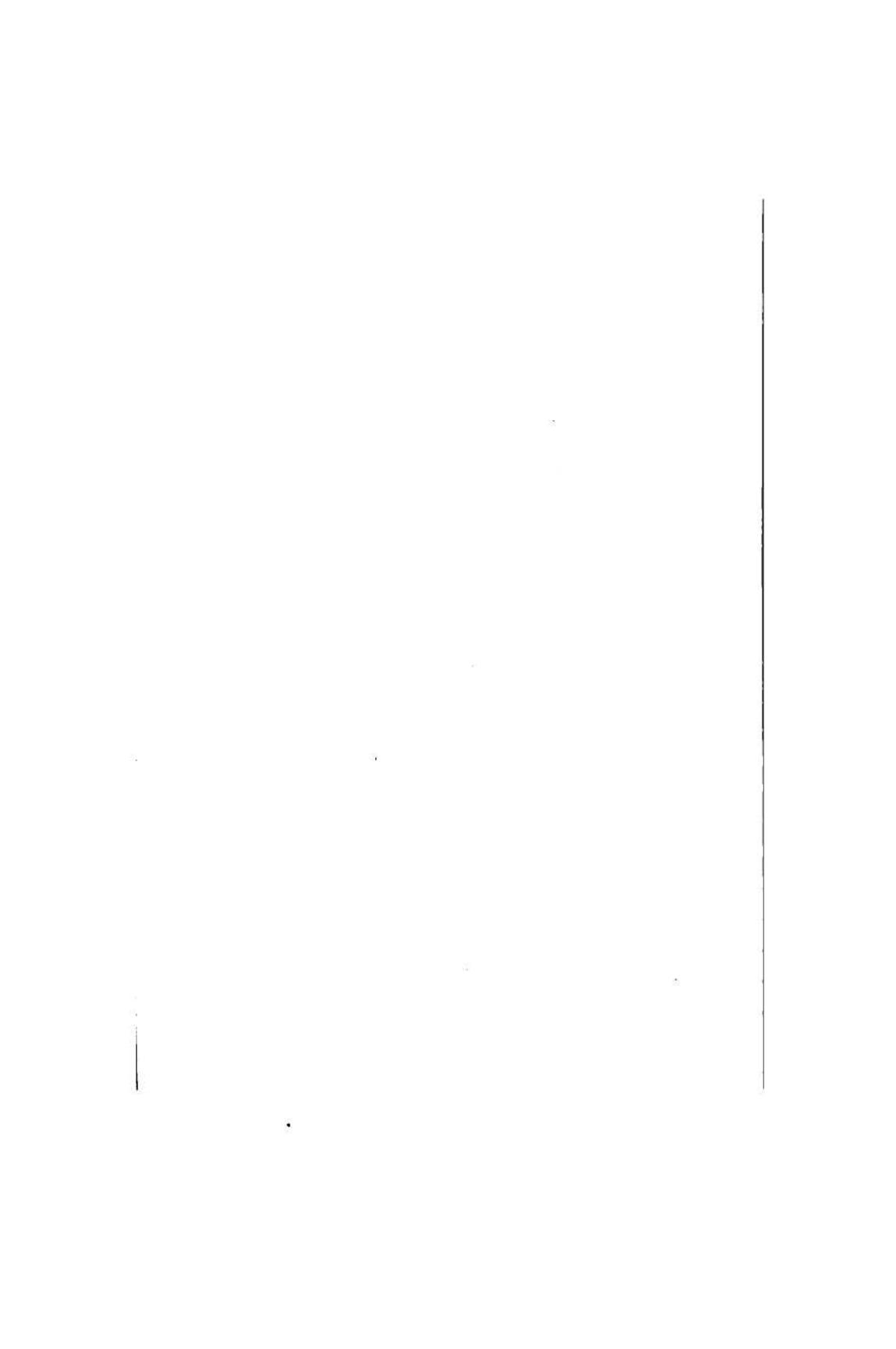
Si l'on examine les lois des différents pays, en ce qui concerne la pénalité des actes ou des faits contraires aux exigences que les bonnes moeurs imposent à tout citoyen, et si l'on recherche plus particulièrement ce qui, dans la législation criminelle est reconnu comme constituant un attentat aux mœurs, il est facile d'observer que même dans deux pays voisins, l'opinion des devoirs de l'Etat, à l'égard de la répression des actes et des faits considérés comme moralement rejettables et condamnables, est différente, et cette différence paraît dans l'appréciation pénale de ces délits et de ces crimes. Ces divergences de points de vue proviennent, en grande partie, de la différence existant dans le caractère des divers peuples et des influences de temps et de lieu, mais aussi des impulsions plus momentanées dans l'opinion des législateurs.

Comme exemple frappant, de ce qui est avancé ci-dessus, on peut nommer la différence notable qui existe entre les peines dont l'adultère est passible d'après les lois des pays germains et celles des pays latins. D'après les législations française, italienne, belge et luxembourgeoise, etc, la femme est toujours passible de la peine dictée contre l'adultére, tandis que l'homme ne tombe sous le coup de la loi qu'autant qu'il entretient une concubine sous le toit conjugal. D'après le code pénal talien de 1889, l'homme donc encourt cette peine aussi quand il entretient (*notoriamente*) une concubine en dehors de la maison conjugale. Au contraire, d'après les législations norvégienne, suédoise, danoise, allemande, hollandaise, autrichienne, hongroise et la plupart de celles des cantons suisses l'homme est punissable au même degré que la femme.

Quelques nouvelles législations criminelles, telles que celle du canton suisse de Genève, (de 1874) et celle de l'état de New-York (de 1881) ne comportent pas de peines contre l'adultére.

L'inceste qui, partout ailleurs est l'objet de peines sévères (surtout d'après la loi norvégienne), n'est pas spécialement punie d'après les législations hollandaise, belge, luxembourgeoise, française espagnole et génévoise et d'après la loi italienne seulement quand il est l'objet d'un scandale public.

Dans les pays où l'inceste est passible d'une peine, elle est très différente selon les degrés de parenté (ou d'affinité)



I. Commerce illégitime entre personnes libres — Procréation d'enfants naturels — Concubinage.

Quiconque aura rendu enceintes trois femmes sans se marier depuis avec aucune de celles ci, sera puni d'emprisonnement. La même peine subira la femme qui se fait rendre enceinte trois fois par des hommes différents. Sera puni de travaux forcés ou d'emprisonnement l'homme qui encore rend enceinte une femme, ou la femme qui se fait rendre enceinte encore, sans se marier depuis avec aucune des personnes, avec lesquelles des enfants tellement ont été procréés. (chap. 18 § 25.)

Norvège.

Les personnes non mariées qui cohabitent à la manière d'époux, seront punies d'amende ou d'emprisonnement. Pour juger s'il y a de la cohabitation illégale, il ne faut pas prendre égard à la communauté des revenus et des dépenses. En cas de récidive les coupables seront punis d'emprisonnement ou des travaux forcés de 6 mois à 3 ans. Les peines mentionnées au présent paragraphe ne seront pas exécutoires si l'un des coupables aura entré en mariage légal. (chap. 18 § 22).

L'homme libre qui connaît charnellement une femme non mariée hors des cas d'ailleurs mentionnés, sera puni comme coupable de «lönskaläge», d'une amende de 5 à 100 couronnes. Pourtant celle peine sera seulement infligée si l'homme, à la demande de la femme ou son tuteur, faut être chargé par l'autorité publique de donner des aliments à l'enfant procréé dans la-dite commerce. (chap 18 § 9).

Suède.

Les personnes des deux sexes qui, quoique admonestés par l'autorité publique de se séparer, ne rompent pas leur cohabitation donnant du scandale, seront punies d'emprisonnement. (§ 178).

Every person who commits incest, adultery, fornication or any other deadly sin (not punishable at common law), is liable upon conviction thereof in an ecclesiastical court to be directed to do penance, and to be excommunicated and to be imprisoned for such term not exceeding 6 months as

Angleterre.

the court pronouncing the sentence of excommunication may direct (13 Edw. I, c. 4; 53 Geo. 3, c. 127 §§ 1—3, comp. «A digest of the criminal laws, by J. F. Stephen, art 170.*)

<u>France.</u>	*	*	*	*
<u>Belgique.</u>	*	*	*	*
<u>Luxembourg.</u>	*	*	*	*
<u>Hollande.</u> (Pays-Bas)	*	*	*	*
<u>Empire</u> <u>d'Allemagne</u>	*	*	*	*
<u>Cantons</u> <u>suisse.</u>				
<u>Appenzell-</u> <u>Rh.-Ext.</u>	Commerce illégitime entre des personnes libres sera puni par une amende jusqu'à 40 frcs.			
<u>B le-</u> <u>campagne.</u>	«Viert oder mehrmalige aussereheliche Schwangerschaft» sera puni par un emprisonnement jusqu'à 1 an ou par une amende.			
<u>Berne.</u>	Konkubinat wird mit Gefängniss bis zu 30 Tagen bestraft, womit Geldbusse bis zu 100 Fr. verbunden werden kann. (§ 163).			
<u>Glaris.</u>	Weibspersonen welche sich zum zweiten oder mehreren Male ausserehelich schwängern lassen, sollen mit Gefängniss oder Arbeitshaus bis auf 6 Monate bestraft werden. (§ 85)			
<u>Grisons.</u>	Unzuchtsvergehen werden, abgesehen von allfällig damit verbundene Ehebruch, so wohl für die Mannsperson als für die Weibsperson, mit einer Geldbusse bis zu Fr. 20 bestraft; haben aber die Betroffenen erwiesenermassen im Concubinate gelebt, so wird Gefängniss bis auf 14 Tage, oder Geldbusse bis auf Fr. 70 erkannt. Mit dieser letztern Strafe kann, wo es zulässig erscheint, auch Verweisung aus dem Kanton oder Kreis bis auf 2 Jahre verbunden werden. (Polizeistrafgesetz § 18).			
<u>Lucerne.</u>	Unehelicher Beischlaf wird mit einer Geldbusse von 20—80 Fr. bestraft. Im Wiederholungsfalle ist die Strafe zu verdoppeln (im dritten Falle mit Eingrenzung oder Arbeitshausstrafe von 1 bis 2 Jahren belegt). Personen, welche in ausserehelichen Geschlechtsverbindung in einer Wohnung zusammenleben, werden mit Gefängniss von 2 bis 6 Wochen bestraft. (Polizeistrafgesetz §§ 144—5).			

*) Suivant Stephen, à l'endroit cité, les lois susdénommées ne sont donc à présent appliquées qu'à l'égard de l'inceste.

Einfache Unzucht wird im ersten Falle polizeilich mit einer Geldbusse *Saint-Gall.* von Fr. 20 bis 40, im Rückfalle gerichtlich mit Geldbusse von Fr. 40 allein oder in Verbindung mit Gefängniss bis auf 3 Monate bestraft. Die vor dem Vollzug der Strafe erfolgte Verheilichung der Fehlaren setzt die Straferkanntniss ausser Kraft. (§ 177).

Unverheirathete Personen verschiedenen Geschlechts, welche, sei es *Schaffhouse.* in der Absicht eine Ehe einzugehen oder ohne diese Absicht, wie Eheleute zusammenleben, werden mit Gefängniss bis auf 1 Monat oder Geldbusse bis auf 100 Franken bestraft. (§ 186).

«Unzucht» et «dritte aussereheliche Schwangerschaft» sont reprimés *Schweiz.* par des peines de police.

Fleischlicher Umgang zwischen zwei ledigen Personen verschiedenen *Unterwalden-* Geschlechts wird an jedem schuldigen Theil im ersten Fall mit 25—60 *le-Haut.* (bei erschwerenden Fällen bis auf 70) Franken bestraft. Im Wiederholungsfalle ist die Strafe 50—100 (bei erschwerenden Fällen bis auf 120) Franken. Dabei kann auch Eingrenzung bis auf 2 Jahre ausgesprochen werden.

Dem zweiten Fall kann bei erschwerenden Umständen Einstellung im Aktivbürgerrecht bis auf 3 Jahre folgen. (Polizeistrafgesetz § 106).

Eine Person, welche bereits 2 Mal wegen Unzucht verurtheilt wurde, ist im dritten Falle mit Arbeitshausstrafe von 6 Monaten bis 1 Jahr oder Geldstrafe von 120—300 Franken zu belegen, auch erfolgt Gemeinde-Eingrenzung bis auf 3 Jahre und Einstellung im Aktivbürgerrecht bis auf 6 Jahre. Arbeitshaus- und Geldstrafe können in angemessener Zusammenrechnung ausgesprochen werden. (Polizeistrafgesetz § 107).

Verbotener fleischlicher Umgang zwischen Ledigen im dritten Rückfalle wird im ersten dahierigen Kriminalfalle mit einer Geldstrafe von 200 bis 500 Franken oder mit Gefängniss oder Zuchthaus bis auf 2 Jahren bestraft. Unter Umständen kann auch Geldstrafe und Gefängniss in angemessenem Verhältniss mitsammen verhängt werden. In weiteren Rückfällen tritt Gefängniss oder Zuchthaus von 18 Monaten bis 4 Jahre ein. (Kriminalstrafgesetz § 70).

Wenn 2 Personen sich konkubinatsgemäß öftern Beischlaf gestattet haben, oder wenn eine Person mit verschiedenen Personen andern Geschlechts Unzucht trieb, so ist die erste Strafe 50—200 Franken oder angemessene Freiheitsstrafe. Eingrenzung bis auf 2 Jahre und Einstellung im Aktivbürgerrecht bis auf 4 Jahre kan erfolgen. (Polizeistrafgesetz § 111).

Wegen ausserehelicher Schwangerung tritt im ersten Falle Geldbusse bis auf Fr. 50, im Rückfalle Geldbusse oder Gefängniss bis auf 4 Wochen ein. (§ 101). *Zoug.*